Les subsides

Il a parlé de la commercialisation dans le secteur de la pêche. Le gouvernement actuel a réduit de beaucoup les dépenses dans ce domaine. J'ai ici des notes sur le domaine énergétique dont j'aurais bien voulu me servir, mais je n'en ai pas eu le temps. Je tiens à dire au député que, d'accord, il existe des problèmes dans toute la région de l'Atlantique et que le gouvernement fait mieux de s'en rendre compte, mais je représente la circonscription de Cape Breton-The Sydneys.

M. McCain: Nous avons hérité de ces problèmes.

M. MacLellan: Ce sont les gens de cette circonscription qui m'ont élu. Si j'avais eu tout l'après-midi, j'aurais abordé les questions que le député a mentionnées.

M. Nickerson: Monsieur le Président, je tiens à féliciter le député de Cape Breton-The Sydneys (M. MacLellan) de son discours, car c'est probablement l'un des meilleurs qu'il ait jamais prononcés à la Chambre. Je sais très bien qu'il se préoccupe beaucoup de ses électeurs. Je ne voudrais pas qu'on puisse interpréter ce que je vais dire autrement. J'ai cependant été très déçu que le député ne propose rien de concret pour résoudre les problèmes de la région industrielle du Cap-Breton. Il a parlé avec le pessimisme qui caractérise très souvent les libéraux. C'est ce qu'a dit le député de Carleton-Charlotte (M. McCain), qui a demandé ce que le député faisait tout le temps que son parti était au pouvoir. Dans son discours, le député semblait dire adieu à la Nouvelle-Écosse.

J'ai eu l'occasion de visiter la circonscription du député il n'y a pas longtemps et de passer quelque temps à la Devco, au Cap-Breton. Cela m'a fait un peu changer d'attitude. Je sais qu'il existe de graves problèmes de chômage et qu'il faudrait stimuler le secteur industriel dans cette région, mais je crois maintenant que le potentiel de l'industrie houillère de la Nouvelle-Écosse est énorme. Le charbon coûte cher à extraire au Cap-Breton, mais il y a les marées qui compensent. Les frais de transport à destination de presque tous les marchés du monde sont beaucoup moins élevés que pour le charbon de l'Ouest, par exemple. Le charbon de la Nouvelle-Écosse a donc certains avantages. La fermeture de la mine nº 26, qui est déplorable d'une certaine façon, a néanmoins été relativement utile, car c'était la moins efficace de toutes les mines. Maintenant que la nouvelle mine Lingan Phalen commence à produire et que la mine Donkin montre des possibilités, j'entrevois un très bel avenir pour l'industrie houillère de la Nouvelle-Écosse.

J'ai constaté un bel esprit de corps dans l'administration et parmi les travailleurs. De toute évidence, les gens savent ce qu'ils font et ils ont confiance en leurs possibilités et en l'avenir de l'industrie houillère. Je voulais infuser dans le débat un peu de cet esprit d'optimisme. On ne peut pas, il ne faut pas passer le Cap-Breton par profits et pertes. J'estime qu'un long chemin s'ouvre devant lui, qu'il a un rôle magnifique à jouer dans l'avenir du Canada.

Des voix: Bravo!

M. MacLellan: Monsieur le Président, je voudrais remercier le député de sa question. Elle est importante et positive. Je ne m'en offusque pas du tout. Cette question m'aide, si la présidence veut bien me donner le temps d'y répondre.

Je vois des possibilités pour le Cap-Breton industriel, et même pour l'ensemble de la région de l'Atlantique, mais il faut que cela se fasse avec l'aide et des gouvernements provinciaux et du gouvernement fédéral. Pour ce qui est de peindre les choses en noir, c'est inévitable quand on voit ce que font les gouvernements pour la région de l'Atlantique. Si nous constatons qu'il y a de l'espoir et que les gouvernements sont sincères quand ils parlent de nous aider, alors les choses ne seront pas si noires. Dieu sait que la population de la région de l'Atlantique et du Cap-Breton industriel n'aurait pas pu durer sans cet espoir, sans le sentiment qu'il y aura des jours meilleurs.

Récemment, Pratt & Whitney ont annoncé qu'ils allaient s'implanter à Halifax. Si quelqu'un avait dit à Pratt & Whitney: «Vous devez aller dans le Cap-Breton industriel», elle aurait répondu non. Que faut-il faire? Cela veut-il dire que vous lui auriez donné tout l'argent qu'il lui fallait pour aller dans le Cap-Breton industriel? Non. Il faut envisager la situation comme partie d'un tout. Il faut encourager la grande industrie. Il faut lui dire qu'elle réussira là-bas et qu'il s'y trouve un bon cadre industriel. Et pour réaliser ce cadre, il faut coordonner tous les ministères, provinciaux et fédéraux, pour qu'une main ne défasse pas ce que l'autre a fait. Il ne faut pas réduire les services de transport, qui sont nécessaires aux possibilités industrielles que le ministère de l'Expansion économique régionale et le ministère du Développement de la Nouvelle-Écosse estiment nécessaires pour favoriser le développement. Il faut qu'ils travaillent en collaboration et en coordination. Il faut avoir à l'échelle locale les infrastructures dont les gens ont besoin. Il faut avoir des écoles et des hôpitaux qui répondent aux désirs de la population. Cela fait partie du développement régional. Il faut qu'il y ait des services de centre-ville, et sans viser à l'opulence il faut en tout cas avoir la notion de ce que l'on veut développer dans cette localité. Alors les gens qui viennent y habiter constateront qu'il s'agit d'une localité qu'on organise en vue d'un avenir positif.

• (1500)

L'hon. John C. Crosbie (ministre de la Justice et procureur général du Canada): Monsieur le Président, je me réjouis que l'on ait proposé cette motion qui nous permettra de bien montrer ce que nous avons fait pour les Canadiens de la région de l'Atlantique. Toutefois, j'ai eu le malheur d'entendre deux allocutions vraiment désespérantes.

Celle du député de Cape Breton-The Sydneys (M. MacLellan) m'a rappelé une vieille chanson que je paraphraserais ainsi: «Oh Russell, I hardly knew you». Où étaient cette passion, cette émotion et ce dégoût il y a un an? Après tout, c'est le parti libéral, auquel le député appartient, qui était au pouvoir ces vingt dernières années pendant que la situation se dégradait au Cap-Breton. Le député lui-même siège ici depuis quatre ou cinq ans. Tout ce qu'il a dit aujourd'hui à propos du Cap-Breton était tout aussi vrai il y a un an, et rien n'a été fait alors pour arranger les choses. La situation n'a cessé d'empirer et le député et son gouvernement n'ont rien fait pour y remédier. Et, pourtant, en l'entendant aujourd'hui, on ne pouvait que se dire: Quel bon acteur! Les libéraux sont merveilleux pour feindre l'indignation. Où était-elle cette indignation l'an dernier? Ils sont merveilleusement doués pour faire de l'alarmisme hypocrite, verser d'émouvantes larmes de crocodile, hurler, brailler, gueuler, miauler, ne rien faire, et radoter, en espérant leurrer les Canadiens. Le député n'a formulé aucune suggestion sur ce qui devrait être fait pour aider le Cap-Breton ou les chômeurs, et n'a rien dit de ce que son gouvernement aurait dû faire ces vingt dernières années. C'était comme l'air